

QUEL MONDE VOULONS-NOUS POUR DEMAIN... ... ET QUEL DÉBAT POUR AUJOURD'HUI?

Les États généraux de la bioéthique viennent de s'ouvrir avec cette question : « Quel monde voulons-nous pour demain ? » Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) qui les préside est un organisme « indépendant » composé d'un président nommé par le chef de l'État, lequel nomme également 5 des 39 autres membres, 19 étant choisis par les ministres et les présidents d'assemblée et de grands corps d'État, les 15 derniers par leurs pairs dans le secteur de la recherche. Une large majorité est donc redevable au pouvoir en place, et nombre d'entre eux sont déjà acquis à la cause des lobbys. La consultation en cours n'est donc qu'un vaste trompe-l'œil et ce CCNE n'a rien d'éthique : fortement politisé (on a vu comment fin 2013 il fut remanié de fond en comble par François Hollande pour sa politique de diversion sociétale), il n'obéit à aucune charte éthique claire. Sa constitution laisse déjà présager des conclusions de ses travaux.

On consacre le fait qu'il y aurait un « sens de l'histoire », qui ne peut qu'accompagner la libéralisation progressive des règles freinant le marché de la reproduction et de l'artificialisation de l'homme. Le généticien Jean-François Mattei, ancien rapporteur des lois de bioéthique, nous a avertis : « Dans le domaine bioéthique, chaque pas que nous faisons ne nous paraît pas absolument déterminant et repoussant, mais vient un jour où l'on se retourne et où l'on est arrivé plus loin que ce que nous aurions voulu. Pour éviter cette pente eugéniste, il a fallu se battre¹. » Sous couvert d'avancées thérapeutiques, il s'agit d'imposer par le fait accompli le tri des êtres humains, la numérisation de nos existences et l'« augmentation » d'un homme préalablement diminué par ces mêmes technologies.

Comme l'écrivait récemment le mathématicien Cédric Villani, chargé par le gouvernement d'une mission sur l'intelligence artificielle (IA) : « Il faut tout d'abord une initiation aux bases et à l'esprit de l'algorithmique et de la robotique dès le plus jeune âge [...]. Si on ne rassure pas la population, on ne pourra pas avancer. Cela passe par la mise en place de comités d'éthique, qui pourront édicter des règles de bonne conduite, ou conseiller gouvernement et entreprises²... » Et Jacques Testart, le père du bébé-éprouvette, d'affirmer sur son blog *Critique de la science* que « la fonction de l'éthique institutionnelle est d'habituer les gens aux développements technologiques pour les amener à désirer bientôt ce dont ils ont peur aujourd'hui ».

QUEL HOMME VOULONS-NOUS POUR DEMAIN ?

On aura remarqué que la quasi-totalité des thèmes abordés ont trait au transhumanisme, cet ultime avatar du capitalisme et sa sortie de secours avant l'inéluctable effondrement : derrière le marché juteux de la reproduction artificielle de l'humain (procréation médicalement assistée, diagnostic préimplantatoire, contrats de location d'utérus, recherche embryonnaire, génétique et génomique), il sera aussi question d'intelligence artificielle, de robotique, de *big data* et de contrôle des comportements par les neurosciences.

Pour mieux masquer l'idéologie générale qui sous-tend ces débats, l'ensemble sera fragmenté par régions, chacune n'ayant droit qu'à quelques thèmes de réflexion sur tel ou tel élément technique du système qu'on impose. Sera à l'honneur en Nouvelle-Aquitaine le *big data*, ce grand pourvoyeur de données pour l'intelligence artificielle qu'il nourrit – ou « éduque » comme disent les ingénieurs³. Le site officiel des États généraux nous suggère que l'IA implantée dans des robots permettra de pallier le manque de médecins dans les déserts médicaux, voire de prendre en charge les aînés dont plus personne ne souhaite s'occuper, comme c'est déjà le cas au Japon. Avant sans doute l'hybridation avec le cerveau humain sur laquelle travaillent les transhumanistes, pour compenser le déclin des capacités intellectuelles mesuré ces dernières années, déclin dont les pollutions chimiques, l'abrutissement par le monde virtuel et les prothèses technologiques sont, entre autres, la cause. Dans un monde où la déshumanisation veut s'imposer jusque dans l'intimité de la maladie et de la fin de vie, la protection des données personnelles n'a que peu d'importance. Ainsi Laurent Alexandre, qui conseille le député Cédric Villani et le ministre du Numérique Mounir Mahjoubi, demande que « la Cnil soit modifiée pour permettre aux IA françaises d'utiliser les données personnelles⁴ ».

La technocratie, cette classe toute-puissante qui concentre désormais le pouvoir, le savoir et l'avoir, a intégré la leçon des sociologues de l'acceptabilité : « Faire participer, c'est faire accepter. » C'est ainsi que, après avoir dévasté notre milieu naturel et empoisonné nos organes – pensons seulement aux pesticides et autres perturbateurs endocriniens, largement responsables de l'infertilité qui justifie la PMA –, les technocrates requièrent notre assentiment pour parachever « démocratiquement » la transformation de nos corps et de nos modes de vie. Coup double ! Ceux qui commercialisent les poisons facturent désormais les remèdes.

C'est pourquoi ils nous invitent à valider l'avancée des technologies « convergentes » ou « exponentielles », selon la novlangue de la Silicon Valley, pendant que sondages et médias préparent l'opinion à l'adoption des mesures qui avaient été mises de côté il y a sept ans : libéralisation de la PMA et de la GPA, désormais sans justification médicale, suicide assisté... en attendant les prochaines sessions, qui pourraient désormais avoir lieu tous les cinq ans, afin de mieux coller à l'accélération des avancées technologiques. On y fera accepter le bébé à la carte, la FIV à trois parents, le clonage thérapeutique, l'utérus artificiel et ce qui en découlera : la formation d'un embryon à partir des chromosomes de deux femmes ou deux hommes, voire l'autoreproduction, à la demande des sujets postmodernes autoconstruits : « Parce que j'y ai droit, parce que c'est mon choix » ! Et l'on voit apparaître les concepts de « stérilité sociétale » ou d'« infertilité sociale » pour légitimer le « droit à l'enfant » et en appeler à la technologie afin de s'affranchir d'une nature humaine dénoncée comme arbitraire, inégalitaire, voire « fasciste » !

CONTRE L'EUGÉNISME ET LA MARCHANDISATION DES CORPS

Dans le cadre de la fabrication industrielle de l'humain, l'enfant devient une marchandise comme une autre. La location des ventres se révèle alors comme une nouvelle forme de l'exploitation humaine. Comme le proclamait Pierre Bergé, entérinant la prostitution de l'humanité comme un des rouages du système capitaliste : « Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? C'est faire un distinguo qui est choquant. »

Quant à la procréation médicalement assistée, le diagnostic préimplantatoire qui en est une condition obligatoire conduit de fait à de nouvelles formes d'eugénisme. Déjà, des couples non stériles y ont recours pour sélectionner les caractéristiques de leur progéniture (on a même vu un couple de sourdes-muettes réclamer un enfant sourd-muet). Encore une fois, le problème central ne se résume pas à telle ou telle technique en particulier mais concerne le système dont elles sont l'avant-garde : la normalisation de la fécondation in vitro, couplée aux avancées de la prédiction génomique – déjà effective sur le bétail et les plantes grâce au *big data* – permettra d'étendre le diagnostic préimplantatoire à un ensemble de critères (taille, couleur des yeux, des cheveux, performances diverses...) qui n'ont plus rien à voir avec des maladies. On prépare des générations d'humains qui, pour la première fois, ne seront plus le fruit du hasard, mais celui d'une sélection d'embryons optimisée en salle blanche. *Bienvenue à Gattaca...* On se rappellera que l'eugénisme, avant que le nazisme n'en ternisse l'image, était un projet partagé par presque tous les progressistes au début du xx^e siècle (la social-démocratie suédoise, par exemple, en fut une pionnière, ne l'abandonnant que dans les années 1970). Peut-on fonder une société humaine décente sur la transgression perpétuelle par la technique des limites biologiques et sociales afin de satisfaire des désirs particuliers ?

Nous, simples humains qui souhaitons le rester, dénonçons la mascarade de ce débat qui consacre l'artificialisation du vivant. Nous refusons la marchandisation et la robotisation des corps et voulons naître, vivre, aimer, nous reproduire et mourir décemment, sans être incarcérés dans ces dispositifs d'assistance machinale. On ne nous trouvera ni dans les défilés des technoprogressistes des lobbys LGBT, ni avec les catho-réactionnaires de Civitas et consorts.

Nous refusons l'accroissement indéfini de notre dépendance à des innovations qui nous privent de notre plus élémentaire liberté. Nous voulons stopper la dévastation du monde plutôt qu'adapter notre corps à un milieu saccagé. Et débattre sans intermédiaires, ni politiciens, ni journalistes, ni experts.

Bordeaux, le 27 février 2018

Les Chimpanzés du futur gascons
chimpanzegascons@riseup.net

Notes

1. *La Croix*, 30 janvier 2018.
2. *Le 1*, janvier 2018.
3. Ces données sont piégées sur la Toile ou recueillies par nombre de capteurs et mouchards électroniques, dont le très contesté compteur Linky.
4. Discours à Bordeaux French Tech, 12 décembre 2017, disponible sur Internet.

« Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap.
Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur. »
(Kevin Warwick, cyborg transhumaniste)